Décision n° 2025-1210 de la présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 12 juin 2025 abrogeant l'attribution de ressources en numérotation à la société Alkivi

La présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse,

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu la décision n° 2021-2670 de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2021 modifiée portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision n° 2018-0881 modifiée de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 24 juillet 2018 établissant le plan national de numérotation et ses règles de gestion ;

Vu la décision du 26 août 2024 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1er et 2 de la décision n° 2021-2670 du 9 décembre 2021 modifiée portant délégation de pouvoirs ;

Vu le dossier complet de demande de la société Alkivi reçu le 12 juin 2025, sollicitant la restitution de ressources en numérotation ;

Décide :

Article 1. À compter du 12 juin 2025, les dispositions attribuant à la société Alkivi (Siren : 793 677 840) la liste de ressources en numérotation indiquée dans le tableau ci-dessous sont abrogées.

Type de ressources	**Ressources restituées**	**Décision d'attribution**	**Date de la décision d'attribution**
Numéros polyvalents vérifiés	01 62 36	2025-0140	17/01/2025

Article 2. Le directeur Internet, données, presse, postes et utilisateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Alkivi et publiée sur le site internet de l'Autorité.

Fait à Paris, le 12 juin 2025

Pour la Présidente et par délégation

David EPELBAUM

Chef de l'unité Opérateurs et Obligations Légales